

PROFESSEUR À L'UFR STAPS DE STRASBOURG

William Gasparini, comment changer la culture sportive en Europe ?

Le sociologue William Gasparini sera l'un des experts de l'Université européenne du sport, co-organisée par l'Ufolep du 8 au 10 juillet à Strasbourg. Son ambition : promouvoir une nouvelle culture sportive.

William Gasparini, comment présenteriez-vous l'Université européenne du sport de Strasbourg ?

J'insisterais sur sa dimension européenne et sur son ambition de favoriser une « nouvelle culture sportive » distincte de la culture « traditionnelle », axée majoritairement sur la compétition. Il s'agit d'abord de débattre des terminologies qui circulent en Europe et que les acteurs sportifs européens utilisent dans différents pays et villes, telles que « sport pour tous », « sport citoyen » ou « intégration par le sport ». Le but est aussi d'échanger entre experts universitaires et acteurs locaux qui développent des activités et des dispositifs visant le vivre ensemble par le sport. Il est important de partager des expériences pour aller vers un « sport de participation » qui ne se réduise pas à la seule dimension compétitive, notamment en comparant et en confrontant différents modèles nationaux du sport et différents modèles de pensée.

Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par « nouvelle culture sportive » ?

C'est une culture de la coopération et de la participation. Or, au plan européen, le sport est historiquement abordé sous l'angle de la seule compétition, qu'il s'agisse de la législation sur le dopage, de la régulation économique du sport professionnel ou du mode de gouvernance. C'est en

ce sens que nous la qualifions de « nouvelle ». Je l'envisage comme un dialogue interculturel qui dépasse la pratique sportive *stricto sensu* et aborde le sport de manière large, comme un « fait social total », au sens de Marcel Mauss (1). Il s'agit surtout de ne pas céder au rituel de célébration des vertus et des valeurs du sport, mais de s'intéresser aussi à ses aspects plus controversés, comme la lutte à tout prix pour la victoire, la discrimination ou la différenciation sexuelle. Il faut accepter la possibilité de déconstruire certains modèles dominants, et s'ouvrir à ce qui peut exister ailleurs pour nourrir ensuite sa propre réflexion.

Certains pays européens sont-ils plus sensibles que d'autres à cette « autre idée du sport » à laquelle l'Ufolep est attachée ?

On retrouve dans la plupart des pays européens le débat que l'on observe aujourd'hui en France sur le modèle sportif qu'il convient de privilégier : un débat principalement né dans les grandes villes, où se confrontent un modèle de sport de compétition, historique et bâti autour de clubs souvent emblématiques, et d'autre part des préoccupations de santé, d'intégration et de qualité de la vie par le sport, apparues plus tardivement. Ce débat se cristallise sur la gestion des équipements sportifs municipaux et s'exprime aussi dans le cadre de l'animation sportive urbaine de proximité souhaitée dans la perspective des « villes actives et ludiques ».

Il n'y a pas de différences d'un pays à l'autre ?

Si. Les préoccupations liées au sport-santé sont probablement plus présentes dans les pays nordiques, tant dans les politiques municipales qu'au sein des entreprises : historiquement le sport pour tous y a sa place, à côté du sport de compétition (2).

Et la France et les pays latins ?

La France garde l'empreinte du modèle gaulliste des années 1960, tourné vers la compétition et de caractère pyramidal, et le sport-santé n'y est vraiment apparu que dans les années 2000. On retrouve en Italie cette confrontation entre le sport de compétition, incarné par le Coni, le Comité national olympique italien, et les conceptions « citoyennes » défendues par la UISP (Unione Italiana Sport per Tutti), qui est un peu l'équivalent de l'Ufolep. Nous avons d'ailleurs invité à Strasbourg mon

150
ANS
2016

L'université est labellisée « 150 ans de la Ligue ».

SOCIOLOGUE DU SPORT

Initialement professeur agrégé d'EPS et actuellement professeur des universités, William Gasparini, 54 ans, est sociologue, spécialisé dans l'étude des organisations sportives et des cultures sportives. Ses travaux s'inspirent notamment de Pierre Bourdieu. Il dirige depuis 2014 la Faculté des Sciences du sport de l'université de Strasbourg et est membre de l'Institut d'études avancées (USIAS) et du laboratoire « Sport et sciences sociales » (E3S). William Gasparini est aussi l'auteur, entre autres, de *Sociologie de l'organisation sportive* (La Découverte, 2000), de *Le sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques* (PUF, 2008, avec Gilles Vieille-Marchiset) et de *Sport and Discrimination in Europe*, (Éditions du Conseil de l'Europe, 2010, avec Clotilde Talleu). ●

collègue sociologue du sport Nicola Porro, qui est aussi ancien président de la UISP, ce qui est révélateur d'un certain état d'esprit du militantisme sportif. C'est suffisamment rare pour le souligner, le sociologue étant toujours suspecté de vouloir remettre en cause l'institution. Pour en terminer avec ce petit tour d'horizon, j'ajouterai que le débat existe aussi en Espagne: ma collègue madrilène Noemi Garcia viendra présenter un travail de thèse qui compare les modèles d'intégration par le sport de part et d'autre des Pyrénées.

À l'échelon européen existent essentiellement des institutions dédiées à la régulation du sport de compétition, comme l'UEFA: le sport pour tous peut-il contrebalancer leur influence?

C'est très difficile, parce qu'il ne joue pas dans la même cour que ces organisations, tant d'un point de vue financier et économique que sur le plan de la reconnaissance symbolique, médiatique et politique. Néanmoins, depuis une vingtaine d'années, le Conseil de l'Europe (3) reconnaît le sport pour tous et encourage de manière générale les associations engagées dans le champ du «sport social».

Et l'Union européenne?

L'Union européenne a longtemps abordé la question du sport à travers sa régulation économique, qui relevait précisément de son champ de compétence et de sa doxa libérale: en témoigne le fameux arrêt Bosman de 1995 sur la libre circulation des joueurs professionnels. Les projecteurs se sont donc focalisés sur le sport-spectacle, le football en particulier. Or le sport en Europe ne se résume évidemment pas au ballon rond et à ses enjeux financiers! C'est une vision tronquée de la réalité, ce que l'on appelle un «effet de réel»; les enquêtes montrent au contraire que, pour une très grande majorité d'Européens, le sport est une activité physique de bien-être, de détente et de loisir. Heureusement, depuis quelques années l'Union européenne ne se limite plus à cette «européanisation formelle» du sport, par la loi. Elle tend à présent vers une «européanisation informelle», faite de conseils et de recommandations pour



harmoniser «par le bas» les politiques de prévention de la santé par le sport, mais aussi de cohésion sociale, d'égalité des sexes ou de développement durable, notamment à travers l'aménagement sportif des territoires. C'est ainsi qu'un «intergroupe» sport a été créé en décembre 2014 au sein du Parlement européen. Ces élus souhaitent développer une politique européenne du sport qui ne se limite pas au sport de compétition. C'est ce dont viendra témoigner le député belge Marc Tarabella, vice-président de cet intergroupe, en ouverture de l'Université. ●

William Gasparini :
«Après avoir abordé le sport à travers sa régulation économique, l'Union européenne se préoccupe aujourd'hui de prévention de la santé par le sport et de cohésion sociale.»

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BRENOT

(1) Proche d'Émile Durkheim, Marcel Mauss (1872-1950) est considéré comme le père de l'ethnologie française.

(2) Notamment à travers des fédérations puissantes dédiées au sport pour tous comme la DGI danoise, très impliquée au sein de l'International Sport and Culture Association (ISCA), dont l'Ufolep et l'Usep sont membres.

(3) Instance de concertation installée à Strasbourg, créée en 1949 et qui réunit 47 pays, à ne pas confondre avec le Conseil européen, «gouvernement» de l'Europe des 28.

Trois jours de plénières et d'ateliers

Initiée par l'Ufolep, l'Usep et la Ligue de l'enseignement, l'Université européenne du sport s'ouvrira mercredi 8 juillet à 18 heures avec des interven-



tions de William Gasparini, Nicolas Porro (Université de Cassino, Italie) et Marc Tarabella (Parlement européen). Elle traitera ensuite jeudi 9 et vendredi 10 trois sujets:

- «Grandir avec le sport», thème introduit en plénière par Pierre Parlebas (Paris-Descartes) et décliné en ateliers «petite enfance», «éducation par le sport», «engagement citoyen» et «prévention des conduites à risques»;
- «Sport et santé», avec le Dr Martine Duclos (CHU Clermont-Ferrand) et des ateliers «prévention des maladies chroniques», «formation: l'enjeu d'une compétence santé», «politique de santé par le sport» et «bien-être en entreprise»;

- «Les enjeux d'un projet sportif territorial» avec William Gasparini et des ateliers «réduction des inégalités territoriales», «mixité et égalité de genre», «diversité et laïcité» et «intégration par le sport».

Parmi les intervenants attendus: Simone Digennaro (Université de Cassino, Italie), Noemi Garcia Arjona (Madrid, Espagne), Pascale Garnier (Paris 13), Richard Gormley (Ulster, Irlande), Elke Grimminger (Hambourg, Allemagne), Marina Honta (Bordeaux), Milan Hosta (Slovénie), Karen Creavin (Wellbeing Services, Birmingham, UK), Laurent Lescourach (Rouen), Mikka Neuvonnen (Fédération finlandaise de judo), Jennifer Osthus (Confédération des sports de Basse-Saxe, Allemagne)... ●

Renseignements : ues2015@laligue.org / www.event.ufolep.org/UES (tarif: 200€ / 30€ pour les étudiants)